

De l'autocensure aux mobilisations. Prendre la parole en ligne en contexte autoritaire

Séverine Arsène

► **To cite this version:**

Séverine Arsène. De l'autocensure aux mobilisations. Prendre la parole en ligne en contexte autoritaire. Revue Française de Science Politique, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2011, 61 (5), pp.893-915. 10.3917/rfsp.615.0893 . hal-00773710

HAL Id: hal-00773710

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00773710>

Submitted on 18 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Séverine Arsène

Article publié dans la Revue Française de Science Politique

vol. 61 n°5, octobre 2011

De l'autocensure aux mobilisations.

Prendre la parole en ligne en contexte autoritaire.

Introduction : pour dépasser le déterminisme technique

Après les manifestations en Iran en 2009, le renversement des présidents tunisien et égyptien de début 2011 a donné une actualité toute particulière à la question du rôle d'Internet dans les mobilisations en régime autoritaire. En effet, ces événements sont souvent qualifiés de « révolution Twitter » ou « Facebook ». Internet a pu apparaître au premier abord comme la cause principale de ces « révolutions ». Cette vision fait écho à de nombreux travaux publiés ces dix dernières années, qui sont fortement marqués de déterminisme technologique et imprégnés d'un idéal de démocratisation¹.

En particulier, beaucoup d'études de cas sont consacrées à des exemples de "résistance"² aux pouvoirs autoritaires dans différents pays. Elles documentent l'utilisation d'Internet par des groupes ou organisations dissidents³, qui créent des sites Internet ou des listes de diffusion pour faire connaître leurs idées à l'échelle nationale et internationale, pour relier des réseaux d'activistes ou pour coordonner l'organisation de manifestations. D'autre part, partout dans le monde, beaucoup d'internautes expriment à l'occasion leur indignation devant des faits divers, ou se joignent à des mobilisations, qui ne sont généralement pas directement tournées contre leurs régimes respectifs, mais qui néanmoins mettent les autorités en difficulté et les forcent à réagir en faveur des citoyens⁴. Ainsi des internautes chinois postent-ils des messages indignés face à l'arbitraire policier ou à des jugements iniques⁵. En Iran, on discute des conséquences du 11 septembre et on télécharge des livres et des films occidentaux interdits par le régime⁶. En Arabie Saoudite ou en Égypte, les bavures policières, ou encore les comportements condescendants des princes et des puissants créent de véritables scandales en ligne⁷.

Pour les auteurs les plus optimistes, ces actions, en bravant les limites de la censure et en forçant ponctuellement les autorités concernées à modérer leurs politiques répressives, grignoteraient peu à

¹ L'auteur remercie Marie-Laure Geoffray, Amélie Le Renard et les évaluateurs de la RFSP, dont les conseils ont grandement contribué à l'amélioration de cet article.

² Voir par exemple ce cas singapourien. Tan Suqin, « Resistance on the Internet: a study of the Singapore case », Mémoire pour l'obtention du Master de Sciences sociales, Singapour, National University of Singapore, 2006.

³ Michael Chase et James Mulvenon, *You've Got Dissent! Chinese Dissident Use of the Internet and Beijing's Counter-Strategies*, Santa Monica, Rand Corporation, 2002; David F. Ronfeldt, *The zapatista « social netwar » in Mexico*, New York, Rand Corporation, 1998; Volodymyr Lysenko et Kevin Desouza, « Cyberprotest in contemporary Russia: The cases of Ingushetiya.ru and Bakhmina.ru », *Technological Forecasting & Social Change*, 2010.

⁴ Voir Shanthi Kalathil et Taylor C. Boas, *Open networks, closed regimes : the impact of the internet on authoritarian rule*, Washington D.C, Carnegie Endowment for International Peace, 2002.

⁵ Sur le cas chinois, voir Pierre Haski, *Internet et la Chine*, Paris, Seuil, 2008. Voir aussi les blogs comme *China Media Project* (<http://cmp.hku.hk/>), *China Digital Times* (<http://chinadigitaltimes.net/>), ou *East South West North* (<http://www.zonaeuropa.com/weblog.htm>).

⁶ Sur le cas iranien, voir Nasrin Alavi, *We are Iran*, Londres: Portobello Books, 2006; Babak Rahimi, « The politics of the Internet in Iran », dans *Media, culture and society in Iran: living with globalization and the Islamic state*, Mehdi Semati (ed.), Londres, Routledge, 2008, p. 37-55.

⁷ Bruce Elting et al., *Mapping the Arabic blogosphere: politics, culture, and dissent*, Internet and democracy case studies, Harvard University: Berkman Center for Internet and Society, 2009.

peu la rigidité des régimes autoritaires, ce qui constituerait les prémisses d'un processus progressif mais inexorable de transformation du régime politique⁸. Une partie de ce tropisme peut s'expliquer par le fait qu'un grand nombre de ces recherches sont financées par des organismes qui s'intéressent de près ou de loin à la promotion de la démocratie, comme la Rand Corporation, la Croix Rouge, ou le Carnegie Endowment for International Peace.

Cependant, les diverses monographies disponibles montrent que l'efficacité des mobilisations en ligne menées par les dissidents politiques est très relative. Si les militants pour la démocratie réussissent généralement à faire connaître leurs idées auprès d'une certaine opinion internationale, agir en ligne ne suffit pas toujours à obtenir gain de cause auprès des autorités. Par exemple la révolution Safran⁹ en Birmanie a donné lieu à des actions importantes en ligne, sans faire ployer les autorités locales. Il en est de même pour la secte Falun Gong¹⁰ ou les séparatistes tibétains¹¹ en Chine. De ce point de vue, on peut remarquer que les actions menées en ligne ont donné des résultats variables dans les différents pays qui ont connu des manifestations à l'hiver 2011, depuis la Libye jusqu'au Maroc en passant par la Chine. Il serait également intéressant de retracer la chronologie des événements en Tunisie et en Egypte pour en relever les différences.

Lorsque les appels à manifester lancés en ligne ne donnent pas de fruits, ces échecs relatifs sont souvent mis sur le compte de l'efficacité de la censure¹². Celle-ci peut prendre des formes très variées, qu'elles soient techniques (filtrage par URL ou mots-clés), juridiques (responsabilisation des fournisseurs de services) ou qu'elles s'appuient sur le contrôle social et l'autocensure. C'est pourquoi Taubman¹³ et Hughes en ont conclu, par exemple, « qu'Internet ne démocratisera pas la Chine »¹⁴. Pourtant il est relativement facile de contourner cette censure grâce à l'ironie ou au double langage¹⁵, et les exemples de messages critiques qui sont publiés au moyen de ces procédés ne manquent pas. La censure, même si elle doit être prise en compte, ne peut pas justifier à elle seule la faiblesse de la contestation en ligne dans certains régimes politiques, de même que son contournement n'est pas le seul facteur explicatif de l'émergence des mobilisations.

L'objet de cet article est de proposer un cadre théorique permettant d'expliquer la logique de formation de ces mobilisations en ligne en échappant aux écueils du déterminisme technologique. Cette démarche consistera dans un premier temps à effectuer une rapide revue critique des travaux existants afin de montrer que beaucoup d'auteurs n'ont pas su se libérer d'une conception de la « société » comme opposée à l'État, ou tout au moins la nuancer. Pour dépasser cette limite, je proposerai ensuite une approche théorique interactionniste, en utilisant la notion goffmanienne de « cadrage ». Cette notion, qui a déjà été maintes fois utilisée dans l'analyse des mobilisations, n'a pas encore été proposée pour comprendre les mobilisations en ligne en contexte autoritaire. Pourtant, son apport me semble utile car elle permet de saisir de manière nuancée la part que prennent les internautes eux-mêmes à la limitation de la prise de parole publique, et le cas échéant à son ouverture, sans pour autant ignorer les contraintes qu'ils subissent ou les tactiques de contournement qu'ils mettent en place. J'illustrerai enfin cette proposition par une série d'entretiens approfondis avec des internautes chinois, en étudiant la manière dont leurs conceptions de l'ordre public les conduisent à s'autocensurer en ligne, sans pour autant les empêcher de s'exprimer de

⁸ Creighton Powell Davis, « The Internet as a Source of Political Change in Egypt and Saudi Arabia », *Al Noor*, 1(1), 2008, p. 32-41.

⁹ Mridul Chowdhury, « The role of the Internet in Burma's Saffron Revolution », Berkman Center for Internet and Society, 2008, consulté le 17/07/2010 sur http://cyber.law.harvard.edu/publications/2008/Role_of_the_Internet_in_Burmas_Saffron_Revolution.

¹⁰ Stephen O'Leary, « Falun Gong and the Internet », *Online Journalism Review*, 2000, consulté le 13/07/2010 sur <http://www.ojr.org/ojr/ethics/1017964337.php>.

¹¹ John Bray, « Tibet, democracy and the Internet bazaar », *Democratization*, 7(1), 2000, p.157-173.

¹² Sur ce sujet la synthèse la plus complète est celle de Ronald Deibert et al., *Access controlled*, Cambridge, Mass., MIT Press, 2010. Le site internet Opennet Initiative propose des analyses par pays.

¹³ Geoffry Taubman, « A not-so World Wide Web: The Internet, China and the challenges to nondemocratic rule » *Political Communication* 15(2), 1998, p. 255-273.

¹⁴ Christopher Hughes, « Pourquoi Internet ne démocratisera pas la Chine », *Critique internationale*, 15, 2002, p. 85-104.

¹⁵ Ashley Esarey et Xiao Qiang, « Political Expression in the Chinese Blogosphere: Below the Radar », *Asian Survey*, 48(5), 2008, p. 52-772.

manière critique dans des espaces qu'ils pensent plus appropriés, et sans les empêcher non plus de se livrer à des luttes d'interprétation sur les contours de cet ordre public. Il s'agit donc, au travers des représentations des internautes, d'apporter un éclairage nouveau sur la manière dont les mobilisations en ligne sont canalisées, tout en débordant bien souvent des limites fixées par les autorités.

Une conception manichéenne persistante du couple Etat/société

La recrudescence des mouvements de protestation en ligne est souvent analysée comme une forme « d'empowerment de la société civile » face à l'État. Il est vrai que les autorités sont interpellées d'une manière très spécifique par ces mouvements et qu'elles sont amenées à les prendre en compte dans leur manière de fonctionner. Cependant l'utilisation du terme « société civile » pose plusieurs séries de problèmes.

D'une part ce terme peut recouvrir des acteurs et des initiatives très diversifiés et dont la représentativité par rapport à l'ensemble des internautes n'est pas toujours avérée. Dans certains cas, la « société civile » désigne de manière très caricaturale une société entière qui chercherait à se « libérer » mais qui en serait empêchée par la censure¹⁶. D'autres auteurs désignent au travers de ce terme les activités spécifiques menées par des associations ou ONG, qui se coordonnent grâce à des listes de diffusion et lancent des sujets de discussion de nature politique sur des forums ou des blogs¹⁷. Le net est également très utile pour former des réseaux informels ou diffuser des argumentaires sur des sujets très spécifiques, comme le font certains avocats au travers de leurs blogs¹⁸, mais cette stratégie ne permet pas forcément de structurer des collectifs pérennes. Lonkila note par exemple que le mouvement antimilitariste en Russie¹⁹ reste très fragmenté et peu organisé.

Beaucoup de travaux s'attachent également à décrire la personnalité et les idées de blogueurs célèbres, qui peuvent être plus ou moins engagés politiquement. Lynch propose par exemple de distinguer trois catégories de blogueurs: les « activistes », les « intermédiaires » qui font le lien avec la blogosphère étrangère et surtout occidentale (« bridge-blogging »), et les blogueurs de la « sphère publique » qui, sans forcément être politisés, discutent de sujets d'actualité ayant parfois une dimension politique²⁰. Une autre catégorie de blogueurs très étudiée est celle des "citoyens journalistes"²¹, qui se donnent pour vocation de combler les défaillances des médias traditionnels en relayant des témoignages, ou en enquêtant sur des injustices ou des scandales.

Ces individus, ou ces organisations selon les cas, ont une importance indéniable dans la formation de certaines mobilisations. Il est donc important de saisir leurs stratégies et leurs mobiles. Cependant il reste très difficile d'évaluer la dimension et la nature exacte des publics qui les suivent. Dans la plupart des pays concernés, les internautes représentent une catégorie très restreinte au sein de la population. Ils sont plus fréquemment jeunes, urbains, éduqués et aisés financièrement. Parmi eux, ceux qui choisissent de s'exprimer sont moins nombreux encore. Il est impossible de considérer que leurs idées sont représentatives des multiples points de vue des internautes, et plus encore au sein de la population en général.

De plus le recensement des blogueurs, ainsi que les différentes catégorisations proposées, ont généralement pour critère principal le degré de politisation des personnes concernées. Or les

¹⁶ BJ McDuffie, « Civil Society and the Public Sphere in Syria: How Internet Surveillance Affects Online Participation », *Journal of International Politics and Economics*, 27(2), 2009, p. 40-46.

¹⁷ Yang Guobin, « The Co-evolution of the Internet and Civil Society in China », *Asian Survey*, 43(3), 2003, p.405-422.

¹⁸ Anna Zyw, « Les avocats chinois, promoteurs d'un réseau juridique virtuel », *Hermès*, 55, 2009, p.65-70.

¹⁹ Markku Lonkila, « The Internet and Anti-military Activism in Russia », *Europe-Asia Studies*, 60(7), 2008, p.1125-1149.

²⁰ Marc Lynch, « Blogging the new Arab public », *Arab Media & Society*, 1, 2007, consulté le 13 juillet 2010 sur http://www.arabmediasociety.com/topics/index.php?t_article=32&printarticle.

²¹ David Bandurski et Martin Hala (éd.), *Investigative journalism in China. Eight cases in Chinese watchdog journalism*, Hong Kong University Press, 2010.

productions de ces blogueurs ont le plus souvent un caractère hybride, comme le souligne Hamdy²². Au fil de l'actualité, certains blogs peuvent passer d'une catégorie à l'autre, et les billets publiés relèvent plus souvent de la réaction spontanée que de la mobilisation structurée. De même certains blogueurs relativement influents ne répondent-ils pas aux attentes des observateurs extérieurs en refusant de s'impliquer dans des débats politiques, comme certains poètes russes au moment des élections de 2007²³.

On touche ici à une deuxième limite importante de la notion de « société civile ». Cette notion implique généralement l'idée d'une séparation, voire d'une opposition par rapport à l'État. De ce point de vue, le positionnement d'un grand nombre d'individus en ligne semble tout à fait ambivalent. En effet, les stratégies mises en place par les internautes pour défendre leurs causes consistent souvent à reprendre le discours officiel à leur propre compte, mettant ainsi différents acteurs étatiques devant leurs contradictions tout en affichant un soutien indéfectible au régime²⁴. Certains blogueurs profitent également des marges d'interprétation qui persistent au sein des doctrines officielles pour tenir des positions politiques très variées²⁵.

En fait, les mobiles qui animent les internautes dans les différents pays en question peuvent être très divers. Les outils de coordination et de publication en ligne peuvent servir à défendre des causes de toutes natures, parfois très éloignées de la promotion de la démocratie. On s'alarme par exemple que le net soit aussi un vecteur de communication très important pour des réseaux terroristes²⁶, jihadistes²⁷ ou encore néo-nazis ou talibans²⁸ qui défendent des agendas très différents. Cette catégorie est toutefois très minoritaire parmi les multiples usages d'Internet, qui, dans la plupart des pays, sont surtout marqués par une prédominance du divertissement et une certaine indifférence vis-à-vis de la politique (ce en quoi ils ne sont pas différents des autres pays). Cette apparente apathie politique est fréquemment attribuée soit à la culture politique locale²⁹, soit à une forme d'égoïsme postmoderne qui serait l'apanage de la jeune génération d'internautes³⁰. Les récentes révolutions dans le monde arabe ont montré cependant que ces arguments ne tiennent pas.

Par conséquent, certains chercheurs considèrent qu'il est vain de chercher des signes francs de politisation, et qu'il serait plus fructueux de prêter attention à ce qui pourrait indiquer la naissance progressive d'un esprit civique chez les internautes. Giese souligne ainsi que, comme tout discours, les univers en ligne développés par les internautes sont imprégnés de représentations et de valeurs. Leurs choix thématiques ou esthétiques illustrent des conceptions de la vie, et ils peuvent être considérés comme le produit d'une construction identitaire³¹. D'autres montrent que compte tenu du profil démographique des internautes, cette construction est souvent liée aux valeurs d'une certaine "classe moyenne" plutôt privilégiée ou de la jeunesse qui est majoritaire parmi les internautes de nombreux pays en voie de développement³². Dans certains cas, les représentations véhiculées

²² Naila Hamdy, « Arab Citizen Journalism in Action: Challenging Mainstream Media, Authorities and Media Laws », *Westminster Papers in Communication and Culture*, 6(1), 2009, p.92-112.

²³ Floriana Fossato, « Discussion: Is Runet the Last Adaptation Tool? », *Russian Cyberspace*, 1(1), 2009.

²⁴ Tai Zixue, *The Internet in China: Cyberspace And Civil Society*, Londres, Routledge, 2006.

²⁵ Zhou Yongming, « Living on the Cyber Border: Minjian Political Writers in Chinese Cyberspace », *Current Anthropology*, 46(5), 2005, p.779-803.

²⁶ Gabriel Weimann, *Terror on the Internet: the new arena, the new challenges*, US Institute of Peace Press, 2006.

²⁷ Wael Adhami, «The strategic importance of the Internet for armed insurgent groups in modern warfare,» *International Review of the Red Cross*, 89(868), 2007, p. 857-878.

²⁸ Peter Chroust, « Neo-Nazis and Taliban on-line: Anti-modern political movements and modern media », *Democratization*, 7(1), 2000, p. 102-118.

²⁹ Dominique Colomb, *Médias et communication en Chine*, Paris, l'Harmattan, 2008.

³⁰ Masserat Amir-Ebrahimi, « La jeunesse iranienne dans le miroir du blog », *Les cahiers de l'Orient*, 79, 2005, p.43-56; Yangzi Sima et Peter Pugsley, « The rise of a "me culture" in postsocialist China » *The International Communication Gazette* 72(3), 2010, p. 287-306; Ellen Rutten, « More Than a Poet? Why Russian Writers Didn't Blog on the 2008 Elections », *Russian Cyberspace* 1(1), 2009, p. 25-30.

³¹ Karsten Giese, « Virtual identity in the Chinese Internet », dans *Asia.com: Asia encounters the internet*, éd. Peter Ho, Randy Kluver, et Kenneth C. C. Yang, Londres, Routledge, 2003, p. 207-209.

³² Nasrin Alavi, *We are Iran*, Londres: Portobello Books, 2006; Henrike Schmidt, *Control and Shift: Public and Private Usages of the Russian Internet*, Books on Demand, 2006.

contribuent à remettre en question un certain nombre de discours hégémoniques, comme le souligne Lim dans le cas indonésien³³.

Ainsi la prolifération des blogs sur lesquels les internautes peuvent exprimer et échanger des opinions personnelles attire-t-elle l'attention sur l'importance des conversations et des liens horizontaux, ce qui peut être interprété comme le développement progressif d'un « esprit civique »³⁴ ou la naissance d'une « sphère publique » favorable à long terme à la participation politique des citoyens³⁵. A minima, il semble exister une « opinion publique » en ligne qui peut à l'occasion s'affirmer face aux autorités³⁶.

Il y a certainement beaucoup à explorer dans cette direction, mais les travaux existants restent très normatifs et ils ne sont parfois pas exempts d'un certain évolutionnisme. En effet l'idée d'une sphère publique « naissante » ou « embryonnaire » reste imprégnée de l'idée que les internautes vont adopter peu à peu des comportements plus conformes aux canons de la participation politique et ainsi « s'émanciper » par rapport à l'Etat, si ce n'est, à terme, s'y opposer.

Cependant, les critères définissant cette participation peuvent différer considérablement d'une étude à l'autre. De plus cette approche conduit inévitablement à constater l'imperfection des pratiques des internautes au regard de ces attentes normatives. Une attention toute particulière est par exemple portée sur la qualité délibérative des discussions politiques sur les forums. Or les modalités du débat sont très variables d'un support à l'autre et elles s'avèrent souvent décevantes en termes de délibération³⁷. Au contraire l'actualité est émaillée de faits divers qui donnent des discussions en ligne une image de désordre voire de violence. Certains voient même dans les « mobs » (mobilisations spontanées en ligne) et le narcissisme des blogueurs des formes de dérives inquiétantes³⁸.

Ces constats décevants peuvent même nourrir un certain nombre de discours politiques alarmistes, dont les autorités des pays concernés se servent pour justifier un accroissement du contrôle des publications en ligne. En Chine par exemple, certains chercheurs proches des autorités, s'appuyant sur les conséquences inquiétantes de phénomènes tels que le harcèlement collectif d'individus par les internautes (surnommé le « moteur de recherche de chair humaine »), travaillent sur les modalités de mesure et de prévision de l'opinion publique, ainsi que sur les techniques de manipulation ou « guidage » de l'opinion³⁹.

Ainsi, qu'elles soient focalisées sur les modalités du contrôle et de son contournement, qu'elles détaillent les stratégies des activistes pour diffuser leurs récits, ou qu'elles évaluent les qualités délibératives des discussions en ligne, les études existantes sont très souvent marquées par une conception normative de la participation politique, et une vision relativement manichéenne des relations entre les individus et l'État. Cela conduit souvent à constater l'ambivalence ou le caractère paradoxal du comportement des internautes, et en tous cas à rendre Internet responsable de tout changement politique au détriment d'une analyse plus fine du déroulement des événements.

³³ Merlyna Lim, « From real to virtual (and back again). Civil society, public sphere, and the Internet in Indonesia », dans *Asia.com: Asia encounters the internet*, éd. Peter Ho, Randy Kluver, et Kenneth C. C. Yang, Londres, Routledge, 2003, p. 113-128.

³⁴ Rebecca MacKinnon, « Flatter world and thicker walls? Blogs, censorship and civic discourse in China », *Public Choice*, 134(1), 2008, p.31-46.

³⁵ Hung Ching-fu, « Public discourse and "virtual" political participation in the PRC: the impact of the Internet », *Issues & Studies*, 39(4), 2003, p.1-38.

³⁶ Johan Lagerkvist, « The Rise of Online Public Opinion in the People's Republic of China », *China: An International Journal* 3(1), 2005, p.119-130; Xiao Qiang, « The Rise of Online Public Opinion and Its Political Impact », présenté à la Chinese Internet Research Conference, Université de Hong Kong, 2008, consulté le 14 mars 2010 sur http://jmsc.hku.hk/blogs/circ/files/2008/06/xiao_qiang.pdf.

³⁷ Min Jiang, « Authoritarian deliberation: public deliberation in China », présenté au Congrès annuel de l'International Communication Association - ICA, Montréal, Canada, 2008; Yeslam Al Saggaf, « The online public sphere in the Arab world: the war in Iraq on the Al Arabiya website », *Journal of Computer-Mediated Communication*, 12, 2006, p. 311-334.

³⁸ Liu Chang, « Les narcissiques et les mobs : deux styles extrêmes parmi les internautes chinois », *Hermès*, 55, 2009, p.47-54.

³⁹ Zhang Zhibin et Wang Zhanping, « Lun tu fa shijian wangluo yulun de yindao fangfa », *Qingbao tansuo [Information research]*, 8, 2007, p.47-49.

Une voie probablement plus fructueuse est de prendre acte de la complexité du processus de formation de l'opinion publique et d'en éclairer les différentes dimensions. Isabelle Thireau et Hua Linshan ont lancé des pistes dans cette direction au travers d'une étude de cas sur l'affaire « Sun Zhigang » en Chine, en montrant que le succès d'une mobilisation autour d'une injustice repose notamment sur une certaine capacité à mobiliser des publics (au pluriel) qui peuvent s'identifier à la victime. Cela suppose non seulement de défendre une cause qui résonne avec des catégories morales largement partagées, mais également d'obtenir des relais dans la presse, auprès de leaders d'opinion et d'institutions officielles⁴⁰. Marc Lynch mentionne de son côté l'importance des opportunités politiques dans le succès des causes portées par la blogosphère arabe. Selon lui, les blogueurs occupent une place centrale au sein de « la sphère publique » dans le sens où ils contribuent à former (*frame*) des récits, mais ce rôle se joue dans une étroite interdépendance avec la presse qui propose un agenda et relaie ces récits⁴¹.

Ces travaux invitent à considérer Internet non pas comme un espace idéal de délibération mais comme un espace, à l'image d'autres médias⁴², où se jouent des interactions complexes et conflictuelles entre une multiplicité d'acteurs, parmi lesquels figurent les autorités (à leurs différents niveaux hiérarchiques), des journalistes, ainsi que divers types d'internautes: activistes, blogueurs, mais aussi contributeurs occasionnels et simples lecteurs. Yang Guobin propose la notion de « multi-interactionnisme » pour rendre compte de ces différentes relations, qu'il documente assez précisément dans le cas de la Chine. Cependant il ne se départit pas d'une conception de la « société civile » opposée à l'État et tend à présupposer la teneur démocratique des aspirations des acteurs non étatiques (journalistes, ONG, internautes ordinaires), ce qui ne va pas complètement de soi⁴³.

En particulier, dans la plupart des travaux existants, on peut observer un relatif manque d'informations sur les motivations des internautes ordinaires qui viennent grossir les rangs des mobilisations en ligne. En effet la plupart des travaux mettent l'accent sur les mobilisations dans leur aspect visible en prenant pour objet les thématiques des causes défendues, les stratégies des protagonistes les plus engagés ou les contenus des discussions en ligne. Dès lors il semble intéressant de se pencher sur cette partie moins visible des mobilisations: leur audience, qui se trouve au cœur des tiraillements entre les différents acteurs impliqués et qui fait toute la force de pression d'une mobilisation devant les autorités. En effet, celle-ci réside souvent dans le nombre de pages vues, ou bien dans des réactions très sommaires sur des forums, comme un simple acquiescement ou une onomatopée, et qui n'ont rien à voir avec des prises de position argumentées et explicites.

La notion de cadrage de la prise de parole en ligne

Pour répondre à ce questionnement, la notion goffmanienne de « cadrage »⁴⁴ et les travaux qu'elle a inspirés dans le domaine de l'analyse des mouvements sociaux peuvent constituer une approche théorique tout à fait fructueuse. Comme le précise Jean-Gabriel Contamin, « par 'analyse des cadres', on fait référence à un ensemble de travaux qui [soulignent] qu'une mobilisation ne dépend pas tant de la disponibilité de ressources, de l'ouverture d'opportunités politiques ou d'un calcul coûts-bénéfices que de la façon dont ces différents éléments sont perçus. Il s'agit, contre l'omnipotence des modèles structurels d'explication, de prendre en compte les facteurs idéels et

⁴⁰ Isabelle Thireau et Linshan Hua, « De l'épreuve publique à la reconnaissance d'un public : le scandale Sun Zhigang », *Politix*, 3(71), 2005, p.137-164.

⁴¹ Marc Lynch, *op.cit.*

⁴² On tire ici les enseignements de Erik Neveu, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, 98, 1999, p.17-85.

⁴³ Yang Guobin, *The power of the Internet in China : citizen activism online*, New York: Columbia University Press, 2009, p. 12: « Part of the project of this book is to reveal the democratic aspirations of the common people in the ways in which they produce, receive, and respond to critical, contentious discourses on the Internet ».

⁴⁴ Erving Goffman, *Les cadres de l'expérience*, Paris, Éditions de Minuit, 1991; Erving Goffman, *Façons de parler*, Paris, Éditions de Minuit, 1987.

subjectifs de la participation (*bringing ideas back in*), le travail de construction de sens engagé par toutes les parties prenantes à une mobilisation collective »⁴⁵.

De nombreux travaux se sont ainsi concentrés sur les motifs de contestation, les justifications produites par les acteurs au cours des mobilisations et ils ont ainsi accordé une place centrale aux représentations. En particulier, Snow a souligné le fait que les mobilisations impliquent qu'un nombre important d'individus partagent la même interprétation, le même diagnostic sur la manière de qualifier un événement (comme injuste, par exemple) et sur les possibilités d'y remédier, ce qu'il appelle « l'alignement des cadres d'interprétation »⁴⁶. Ce phénomène explique l'importance du travail de mise en récit effectué par les « entrepreneurs de mobilisations », ainsi que la position centrale des médias dans la diffusion de ces récits. Il peut également expliquer la réussite ou l'échec de certaines mobilisations en fonction de la résonance que les motifs invoqués rencontrent auprès d'un ou de plusieurs publics.

Comme le rappelle Benford, il ne suffit pas de décrire les « cadres » en un instant donné, mais il est au contraire important de montrer la dynamique de leur construction, sous peine de les rabattre à une structure sur laquelle les individus n'ont pas prise. En effet ils existent au travers des interactions entre les individus, et à ce titre ils sont sans cesse l'objet de disputes et de conflits, au cours desquelles ils sont réinterprétés, renégociés. Cela implique notamment de prendre en compte les positions différentes et inégales des individus, mais également les dimensions émotionnelles de leur engagement dans ce processus⁴⁷.

Daniel Cefaï propose également, pour enrichir ce travail de nuance, de revenir aux textes de Goffman lui-même⁴⁸. En observant les situations « en train de se faire », on perçoit toute la subtilité de cette notion de « cadres » qui ne se réduit pas à un ensemble de repères dans lesquels puiseraient les individus pour donner du sens aux situations. Les « cadres » sont produits dans le cours même de l'interaction, et ce processus peut donner lieu à des malentendus, des « dissonances », des conflits d'interprétation ou des opérations de « recadrage ». Il y a également une dimension dramaturgique dans ce processus. Les acteurs jouent des « rôles » sur les différentes « scènes » où ils évoluent⁴⁹. Ils peuvent y tenir un « double jeu », mentir ou plaisanter, en bref se livrer à toutes sortes de « modalisations » qui permettent aux participants de l'interaction de comprendre, ou de penser qu'ils comprennent « ce qui se passe ici ».

Cette plasticité des « cadres » est particulièrement cruciale en situation de crise politique. En effet Michel Dobry, même s'il n'utilise pas directement cette notion, a montré que chaque « coup » joué peut modifier la logique de la situation dans laquelle sont pris les protagonistes. L'intelligibilité de la situation et la pertinence des calculs des acteurs en sont affectées, ce qui peut expliquer l'extrême imprévisibilité des situations de crise⁵⁰.

S'il comprend une dimension culturelle, le terme de « cadres » permet ainsi d'échapper à un risque majeur de la notion de culture, qui lorsqu'elle est réifiée, empêche de saisir ces malentendus, conflits de représentations, doubles jeux, bref, le caractère plastique et par là même conflictuel des significations que l'on donne aux situations. Là où la notion de culture sert parfois de voile pour recouvrir les « paradoxes » du comportement des individus, celle de « cadres » permet, au contraire, d'entrer dans la complexité en montrant comment les différents acteurs puisent dans des répertoires

⁴⁵ Jean-Gabriel Contamin, « Analyse des cadres », dans Olivier Fillieule, Lilian Mathieu, et Cécile Péchu, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 38.

⁴⁶ David A. Snow et al., « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American sociological review*, 51(4), 1986, p.464-481.

⁴⁷ Robert Benford, « An Insider's Critique of the Social Movement Framing Perspective », *Sociological Inquiry*, 67(4), 1997, p.409-430.

⁴⁸ Daniel Cefaï, *Pourquoi se mobilise-t-on ? : les théories de l'action collective*, Paris, la Découverte, 2007, sur le cadrage: p. 557, sur les modalisations: p. 563, sur l'autorité: p. 573-574.

⁴⁹ Erving Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne*, Paris, Minuit, 1973.

⁵⁰ Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris: Presses de Science Po, 2009, p. 34.

culturels variés, qu'ils peuvent interpréter de diverses manières, adopter ou écarter au fil de leurs interactions.

La participation des individus à la domination

Cefaï montre que cela « a des conséquences sur la compréhension de l'autorité et de la légitimité ». Des concepts classiques de science politique comme « la force, matérielle ou symbolique, la norme et la loi, l'intérêt et le contrat, la délibération et le consensus », s'avèrent insuffisants pour décrire ce processus de coproduction d'un ordre légitime et pour comprendre la manière dont les individus en viennent à « se soumettre à une autorité politique ». « Autorité et légitimité ne sont pas compréhensibles si l'on s'en tient à des analyses structurales: le sens du vrai, du bien, du droit et du juste se joue également dans le jeu situé des concessions de droits ou des assomptions de pouvoir ». Dobry, lui, souligne notamment que la notion de « loyauté » proposée par Hirschman⁵¹ est insuffisante pour décrire les ressorts du soutien envers l'autorité. Il met en évidence une « captation des calculs » qui « ne suppose rien d'autre que le fait pour les membres d'un secteur donné - quoi qu'ils veuillent et quoi qu'ils croient - de ne pouvoir faire autrement, dans leurs activités pertinentes, que de calculer en fonction de la logique sociale de ce secteur. Ils sont, en quelque sorte, *pris* dans cette logique »⁵².

Ce parti pris suppose donc une conception interactionniste du pouvoir, très différente de celle qui peut se lire en filigrane dans la plupart des travaux sur les mobilisations en ligne mentionnés précédemment. En effet le pouvoir est ici envisagé comme une relation, à laquelle participent tant les dominants que les dominés⁵³. Il ne s'agit donc plus tant de comprendre les stratégies de résistance ou de transgression des individus face à l'Etat, que de saisir les conditions d'adhésion à l'ordre public des diverses catégories d'individus, leur participation quotidienne à la définition des règles et des normes, à leur maintien, à leur négociation, ou le cas échéant à leur contournement ou leur contestation. Ainsi, comme le souligne Béatrice Hibou⁵⁴, il est possible d'« aborder la question de la domination dans des régimes autoritaires ou totalitaires par l'analyse des processus de légitimation » et par les « justifications »⁵⁵.

C'est sur cet aspect en particulier que je me pencherai ici. En effet l'analyse des cadres appliquée aux mobilisations en ligne, que je propose ci-dessus, constitue un programme de recherche très vaste, dont de nombreux aspects mériteraient d'être explorés. Il serait intéressant par exemple de procéder à une analyse détaillée des échanges tenus en ligne sur des blogs ou forums, ou de retracer les choix éditoriaux de la presse. Cependant il me semble que l'angle le moins souvent abordé, et à mes yeux le plus intrigant, consiste à explorer le cadrage tel qu'il est perçu et exercé par les internautes « ordinaires », au cours de leur utilisation la plus banale des sites d'expression en ligne. Je me propose donc d'enquêter sur les ressorts de leur prise de parole, depuis l'autocensure jusqu'aux protestations les plus virulentes. En d'autres termes, je m'attacherai à décrire les motifs et les grammaires de prise de parole⁵⁶, d'indignation⁵⁷ et le cas échéant de mobilisation. Je m'inscris ainsi dans une approche déjà éprouvée dans de nombreux travaux⁵⁸, mais qui n'a pas encore été

⁵¹ Albert Hirschman, *Exit, voice and loyalty*, Cambridge (Mass.): Harvard University Press, 1970.

⁵² Michel Dobry, *op.cit.*, p. 103. Souligné par l'auteur.

⁵³ On retrouve ici l'héritage d'Étienne de La Boétie, *Discours de la servitude volontaire*, Paris : Gallimard, 2008, ainsi que celui de Max Weber, *Economie et société*, Paris : Pocket, 1995, p. 285 : « Tout véritable rapport de domination comporte un minimum de volonté d'obéir, par conséquent un intérêt, extérieur ou intérieur, à obéir ».

⁵⁴ Béatrice Hibou, *Anatomie politique de la domination*, Paris : La Découverte, 2011, p. 23-26.

⁵⁵ Luc Boltanski et Laurent Thévenot, *De la justification : les économies de la grandeur*, Paris: Gallimard, 1991.

⁵⁶ Dominique Cardon Jean-Philippe Heurtin et Cyril Lemieux, « Parler en public. 2, dispositifs contemporains », *Politix*, 31, 1995.

⁵⁷ Cardon, Dominique, et Jean-Philippe Heurtin. « La critique en régime d'impuissance », in *Espaces publics mosaïques*, Bastien François et Érik Neveu (dir.), Rennes: Presses universitaires de Rennes, 1999.

⁵⁸ Pour une excellente synthèse, voir Béatrice Hibou, *op. cit.*

proposée pour étudier le cas particulier de la formation des mobilisations en ligne en contexte autoritaire.

Dans cette perspective, les « cadres », tels qu'ils se présentent à la perception des individus, pourraient se définir plus simplement ainsi: c'est ce qui permet aux internautes de savoir *ce qui se dit* et *ce qui ne se dit pas* en ligne, et *comment*, *où* et *quand* on peut le dire en fonction de *qui* on est. Il s'agit d'interroger les normes sociales et les représentations partagées, mais aussi disputées ou négociées par les différentes catégories d'internautes. Cette notion permet d'expliquer tout à la fois les contraintes qui limitent la prise de parole des internautes et les opportunités qu'ils peuvent saisir pour défendre des causes parfois très sensibles politiquement. Cela comprend notamment la censure, mais aussi la politesse, l'indignation et la transgression. Cette notion fait ainsi la part belle aux représentations et aux normes sociales dans ce qu'elles ont de contraignant, mais aussi de fluctuant et d'incertain, et ce, sans écraser la distance et la critique, les jeux de rôle et les stratégies.

Le cas chinois: choix du terrain et méthode

Le matériau dont je dispose provient d'une enquête effectuée à Pékin en 2006 et 2007. Ayant tout à la fois la population d'internautes la plus nombreuse du monde, un nombre exponentiel de mobilisations en ligne et l'un des systèmes de censure les plus sophistiqués, la Chine concentre de manière exemplaire les paradoxes du développement d'Internet en régime autoritaire.

L'approche théorique proposée, qui implique un questionnement en termes d'usages, de valeurs et de représentations, invite à adopter une méthodologie qualitative⁵⁹. Une observation des pratiques in-situ, « en train de se faire », dans un cybercafé ou au domicile des interviewés, et commentée par les intéressés, aurait sans doute été la plus idéale dans d'autres contextes, mais elle était délicate ici. D'une part elle posait des problèmes méthodologiques et déontologiques importants (comment être présent au bon moment ? Peut-on recueillir des extraits de conversations privées sur les messageries instantanées ?). D'autre part, compte tenu du contexte politique et de la nature de mes interrogations, ma présence auprès des répondants aurait pu conduire les enquêtés à s'autocensurer fortement. Sur ces thématiques, il est parfois plus fructueux de présenter les thèmes abordés comme des questions générales que comme une inquisition sur les pratiques personnelles des enquêtés. Au fond, le matériau le plus riche d'enseignements me semble être le discours des internautes sur leurs pratiques, sur la manière dont ils se dévoilent (ou pas) et sur la manière dont ils justifient leurs comportements.

C'est pourquoi j'ai effectué une série d'entretiens approfondis avec une cinquantaine d'internautes pékinois. Le questionnement central supposait de ne pas écarter des individus qui consultent les sites Internet sans prendre la parole et interdisait donc une enquête par questionnaire sur Internet. Pour la même raison, il n'était pas possible de recruter des répondants au travers d'une annonce en ligne, ce qui aurait beaucoup trop biaisé l'échantillon. Aussi ai-je fait appel à une société de sondages⁶⁰ pour réaliser un échantillonnage conforme à une série de critères imposés. Les répondants ont ainsi été sélectionnés pour leur usage intensif d'Internet (la consultation sans prise de parole étant suffisante) et pour leur appartenance au profil d'internautes le plus répandu: entre vingt et trente ans, urbains, actifs. Les profils des répondants au sein de ce groupe ont été aussi diversifiés que possible, en termes d'âge, de sexe, d'activités professionnelles (secrétaire, chef

⁵⁹ Pour une revue des enjeux méthodologiques des enquêtes qualitatives en ligne, voir Christine Hine, *Virtual ethnography*, Londres : Sage, 2000.

⁶⁰ Mes propres réseaux se sont avérés insuffisants pour réaliser cet échantillonnage : non seulement on avait tendance à me présenter des personnes ne correspondant pas aux profils souhaités, mais les liens entre les répondants les conduisaient à s'autocensurer de manière décuplée. De deux maux, j'ai donc choisi le moindre.

cuisinier, graphiste etc.), de niveaux de revenus (de 0 à plus de 2 000 euros par mois⁶¹) et de lieux de résidence.

Au cours de ces entretiens, en chinois et en tête-à-tête, qui ont généralement duré deux heures, les internautes ont été interrogés sur leur parcours, leurs aspirations, sur ce qui signifie pour eux surfer sur Internet, s'y exprimer ou encore réagir aux opinions des autres. Ils ont en particulier été interrogés sur les contraintes qui s'imposent à eux, la manière dont ils les perçoivent ou les justifient, quels aspects leur semblent les plus importants et sur la possibilité de transgresser certaines de ces règles⁶².

Le choix de Pékin et le fait que l'échantillon soit limité à ce profil particulier est essentiellement motivé par des questions de faisabilité. Cette enquête ne prétend donc pas rechercher une représentativité par rapport à l'ensemble des internautes chinois, mais simplement montrer l'intérêt d'adopter une approche en termes de « cadrage » auprès d'un public spécifique.

Les internautes chinois et l'injonction d'être moderne

Néanmoins, les caractéristiques de ce groupe se rapprochent de celles du profil le plus répandu parmi les internautes en Chine. Au moment de l'enquête, il y avait 338 millions d'internautes en Chine⁶³, essentiellement concentrés dans les grandes villes. Ils étaient généralement plus jeunes et plus éduqués que la moyenne des citoyens chinois, et disposaient de revenus relativement plus élevés. Ces internautes, par leurs profils et par leur adoption des nouvelles technologies, sont représentatifs d'une génération née après le début des réformes économiques, que l'on surnomme en Chine "post 80" et qui correspond à la génération des premiers enfants uniques. Par leur seule présence sur la toile, ils ont tendance à se considérer comme des pionniers de la « modernité » chinoise et de ses valeurs.

« Si on est quelqu'un de moderne, on est obligé de passer par Internet » (Deng, F, 28 ans, 2 années d'université, femme au foyer, 18 juin 2007)

« Internet permet de diffuser l'information plus vite, et puis ça augmente la culture, enfin, ça fait progresser la culture de l'humanité » (Zhu, H, 23 ans, étudiant ingénieur, 17 novembre 2006)

Ils se font ainsi l'écho d'un discours sur la « modernisation » de la société et « l'amélioration de la qualité de la population »⁶⁴ qui est omniprésent en Chine. Ce discours est d'abord porté par le Parti au travers de la propagande officielle, qui en fait une promesse en échange de la stabilité sociale et politique⁶⁵. On le trouve dans les éditoriaux de la presse officielle ou dans les campagnes de communication qui accompagnent les actions de politiques publiques (urbanisme, éducation, grands projets etc.). Il est également relayé dans les discours publicitaires, qui mettent abondamment en scène la famille idéale de la « classe moyenne », propriétaire de son logement et d'une voiture, avec un enfant, souvent un chien. Cette famille idéale est très éduquée et « civilisée ». Ce discours va de

⁶¹ En 2007, le salaire moyen des zones urbaines de Pékin était de 45 823 RMB par an, soit 3 818 RMB par mois (environ 382 euros), et le revenu annuel par habitant de 21 988 RMB, soit 1 832 RMB par mois (environ 183 euros). Source Bureau National des Statistiques de Chine, *2008 China statistical yearbook*, Pékin : Editions du Bureau National des Statistiques de Chine, 2008, p. 327.

⁶² Les entretiens ont eu lieu dans un café ou au domicile des interviewés (notamment dans le cas de Zhang) et enregistrés. L'enquête était d'abord présentée comme portant sur les usages et les habitudes quotidiennes des internautes : fréquence de la consultation des sites, tenue d'un blog, centres d'intérêt, choix des activités en ligne etc. Ces données relativement factuelles permettent ensuite de rebondir avec des questions sur les motivations : pourquoi prendre la parole, sur un sujet plutôt que sur un autre, où le faire, avec qui ? C'est dans un troisième temps seulement que les aspects les plus sensibles sont évoqués : quelles limites se posent à cette prise de parole, comment sont-elles expliquées ou justifiées par les répondants ? Dans certains cas, l'autocensure en situation d'entretien est évidente et peut s'analyser de manière performative. Dans la plupart des cas cependant, même les questions les plus sensibles sont évoquées assez ouvertement : il ne s'agit pas de critiquer le système, mais d'en donner les clés d'interprétation à une « étudiante » étrangère qui n'y comprend goutte !

⁶³ Ils sont aujourd'hui 457 millions. Source CNNIC, janvier 2011. <http://www.cnnic.cn>

⁶⁴ Sur la notion de « qualité », voir Andrew Kipnis, « Suzhi: A Keyword Approach », *The China Quarterly*, 186(1), 2006, p. 295-313. Plus généralement, voir David Goodman, *The new rich in China : future rulers, present lives*, London: Routledge, 2008.

⁶⁵ Ce qui est un mode de légitimation très classique en régime autoritaire. Voir Béatrice Hibou, *op. cit.*, p. 15s., « Modernité et technocratisation ».

pair avec des campagnes contre les comportements « archaïques » tels que le crachat sur la voie publique. Au-delà de l'iconographie publicitaire, l'adoption de ce style de vie « moderne » et des valeurs qui lui sont associées fonctionnent, dans l'ensemble de la société, comme un signe de distinction. Dans un contexte de stratification sociale croissante, toute distance par rapport à cette norme contribue à justifier de nombreuses formes de discriminations envers des catégories comme les paysans ou les ouvriers migrants. La diffusion de ce discours au sein de la société chinoise est telle que ces derniers se considèrent parfois eux-mêmes comme « arriérés » ou « peu civilisés »⁶⁶.

Le rôle des médias dans la diffusion de ces discours est central. Cela passe par les séries télévisées chinoises mais aussi américaines (piratées sur Internet), ou par les magazines qui illustrent sans cesse les caractéristiques d'un style de vie urbain idéal (féminins, décoration, automobile, informatique etc). Si tous les Chinois ne peuvent pas encore prétendre posséder les attributs typiques de ce style de vie, Internet permet à un nombre croissant d'entre eux d'en nourrir l'imaginaire et de s'appropriier ces normes. Les blogs et les forums jouent là un rôle très important, car ils hébergent d'innombrables discussions sur ce que devrait être le style de vie moderne en Chine, permettant ainsi aux participants et aux lecteurs de faire le lien avec les préoccupations de leur vie quotidienne⁶⁷.

Or la conception que les répondants se font de la « modernité » sert de fondement au « cadrage » de leur prise de parole, au sens où elle leur sert de repère pour déterminer de quelle manière ils peuvent s'exprimer en ligne.

Le cadrage de la prise de parole sur le web chinois

Bien entendu les internautes interrogés ne définissent pas forcément eux-mêmes les règles qui s'imposent à eux. En particulier, ils respectent les contraintes imposées par la censure et dont ils connaissent l'existence. La plupart des répondants la décrivent avec beaucoup de précision, ou tout au moins en énoncent les grands principes.

« Si on enfreint les lois du pays ou si on dit sur Internet des choses qu'il est interdit de diffuser, si quelqu'un s'en rend compte alors c'est effacé, et je pense qu'il y a beaucoup de contrôleurs, et qu'ils sont très compétents » (Pan, F, 24 ans, employée de bureau, 500 €/mois, 15 mai 2007).

« Tous les sites sont surveillés par le gouvernement, et c'est pareil pour les administrateurs, si on se rend compte que sur leur site il y a eu beaucoup de choses négatives, y compris des choses défavorables au gouvernement, alors ils peuvent forcer l'administrateur à les effacer, ça m'est arrivé souvent » (Tian, H, 27 ans, 2 ans d'université, employé dans une entreprise étrangère, 350 €/mois, 20 juin 2007).

En dépit de cette prise en compte très lucide de la censure, les frontières du contrôle exercé par les autorités ne sont pas toujours très nettes. Ni les critères exacts de la censure, ni les conséquences et les risques encourus ne sont clairement connus de tous. Les internautes doivent s'en remettre pour les évaluer à leur propre appréciation, ou parfois à celle d'autres internautes ou des modérateurs qui les mettent en garde. Par exemple, plusieurs répondants mentionnent le fait d'avoir été réprimandés par d'autres internautes alors qu'ils s'étaient exprimés de manière trop agressive ou trop critique. La définition des normes se fait donc à tâtons, collectivement, au gré des prises de paroles des uns et des autres, et leur respect est garanti par le contrôle social tout autant, sinon plus, que par la surveillance réelle ou supposée à laquelle les internautes sont soumis.

⁶⁶ Sur l'appropriation des normes par les catégories dominées: Lisa Rofel, *Desiring China : experiments in neoliberalism, sexuality, and public culture*, Durham: Duke University Press, 2007.

⁶⁷ Sur ce point, voir Séverine Arsène, « Quand les internautes chinois prennent la parole : les nouveaux repères de l'identité », *Hermès*, 55, 2009, p. 17-22.

Dès lors, les comportements des uns et des autres peuvent varier. Tian, qui est l'internaute le plus politisé de l'échantillon, et dont les positions vis-à-vis du gouvernement sont très critiques, considère qu'il ne risque rien de plus que de voir ses contributions effacées. En revanche la grande majorité des enquêtés adoptent un comportement beaucoup plus prudent: ils s'autocensurent.

« Alors il faut te contrôler toi-même, si tu exprimes tes propres opinions sur Internet [...]. Là où le gouvernement exerce un contrôle, on ne peut pas dire certaines choses, et ce n'est pas parce qu'Internet n'a pas de limites qu'il faut dire n'importe quoi. » (Yang, F, 32 ans, zhuanke⁶⁸, employée dans l'automobile, 320 €/mois, 26 juillet 2007)

« D'après la loi chinoise, bien qu'il n'y ait pas de limite ferme là-dessus, peut-être qu'on ne sera pas puni, mais peut-être que si. Pour ces choses-là, rien n'est clair, les conséquences ne sont pas claires. C'est une question d'opinion personnelle, en tant qu'individu il faut assumer les conséquences de nos opinions » (Lin, H, 28 ans, zhuanke, coach sportif, entre 500 et 1000 €/mois, 24 octobre 2006).

Ce qui m'intéresse ici n'est pas tant le phénomène d'autocensure en lui-même que le processus subjectif qui y conduit, et qui est particulièrement visible dans la dernière citation. Devant l'absence de repères fermes, les internautes sont amenés à incorporer les critères du contrôle politique au sein d'un système de normes suffisamment cohérent pour être opérationnel lorsqu'ils envisagent de prendre la parole en ligne. Ici la question de la signification est centrale: les internautes opèrent un « cadrage » dans la mesure où ils construisent, individuellement et collectivement, un faisceau d'explications qui donnent du sens aux différentes contraintes qui s'imposent à eux.

Ce faisant ils peuvent puiser dans des répertoires d'arguments diversifiés. Certains internautes mentionnent la culture chinoise qui impliquerait une adhésion sans conditions au régime politique. D'autres, beaucoup plus nombreux, reprennent à leur compte le vocabulaire véhiculé dans l'idéologie officielle, qui encourage les citoyens à soutenir l'ordre social et donc la conformité politique, au nom de la construction d'une société moderne et prospère. Ainsi, face à des désagréments aussi divers que le désordre, la vulgarité ou le pugilat, mais aussi la censure, les internautes valorisent ce qu'ils appellent un « comportement responsable » ou « civilisé », indispensable pour garantir la pérennité des différents sites Internet, et en vertu duquel il est déconseillé de proférer des insultes, de publier des images pornographiques, et de dire du mal du gouvernement (entre autres).

« Je trouve qu'il faut mettre des limites, je trouve que ça a quand même des avantages. Si on envoyait trop de choses, sans que ce soit géré, ce serait le désordre » (Liu, F, 21 ans, benke⁶⁹, étudiante en 4ème année de finances, 16 novembre 2006).

La définition du désordre ne correspond pas seulement à la recrudescence de la vulgarité ou des attaques personnelles en ligne. Elle recouvre également certaines formes d'expression critique et politique. Par exemple, Zhang est relativement critique vis-à-vis de la politique du gouvernement, alors que Zeng la soutient totalement. Pourtant, tous deux pensent que la confrontation publique des idées est vaine car les intérêts des différentes catégories de la société sont fondamentalement contradictoires. Pour eux, étaler ces contradictions en plein jour relèverait donc d'un comportement irresponsable, « incivil » car cela ruinerait les fondements du vivre ensemble⁷⁰.

« Non, on ne peut forcément pas parler de tout, je trouve que certaines personnes peuvent représenter un groupe, c'est à dire qu'ils représentent un groupe déterminé, comme une activité professionnelle, peut-être que quelques personnes peuvent représenter les ouvriers, d'autres peuvent représenter les paysans, et d'autres peuvent représenter les cols blancs, mais ceux qui parlent au

⁶⁸ Diplôme professionnalisant en 2 ans après la fin des études secondaires.

⁶⁹ Equivalent de la licence, en quatre ans d'études universitaires.

⁷⁰ Notons tout de même que certains répondants « avouent » se livrer à des débats d'idées en ligne, mais ils associent cela à une sorte de vice ou de dévouement qu'ils ne se permettraient pas ailleurs.

nom de la couche des cols blancs ne peuvent pas représenter les citoyens des couches plus basses de la société, ça c'est sûr, et puis les citoyens de tout en bas ne peuvent pas représenter des couches élevées comme les cols blancs, c'est certain qu'ils ne peuvent pas se représenter mutuellement. » (Zhang, H, 26 ans, benke, décorateur, env. 400 €/mois, 05 novembre 2006).

« Si je me mettais à débattre de questions violentes avec plein de gens, je ne crois pas du tout qu'après la dispute on puisse encore aller régler ensemble et en paix des questions communes. » (Zeng, H, 25 ans, benke, cadre dans le médical, 800 €/mois, 06 juin 2007).

Il est important de saisir à quel point la notion de « désordre » et la conception de la civilité qui sont déployées ici sont liées aux discours sur la modernisation qui circulent en Chine aujourd'hui. Être un internaute « moderne », c'est contrôler sa propre parole, s'exprimer de manière « civilisée » en évitant de créer toute forme de désordre. Toute prise de parole déviante, c'est à dire vulgaire, conflictuelle ou critique, est donc systématiquement attribuée au manque supposé d'éducation dans certaines catégories de la population et disqualifiée à ce titre. Cette idée est particulièrement claire dans le discours de Wu, l'un des répondants les plus riches de l'échantillon.

« Donc les gens qui répondent sur les forums aujourd'hui sont d'une qualité assez faible. [...] Il faut élever la qualité de la nation. - C'est à dire? - Par exemple si on ouvre un nouveau site, on est obligé de le contrôler de manière très serrée. [...] Je trouve que le site Internet se fait du tort en ne prenant pas ses responsabilités. Au bout du compte le site est très sale, et une fois qu'il est sale une certaine couche de gens ne va certainement plus venir sur ce site. Ils vont penser que ce qu'ils voient ne leur correspond pas, non? [...] Dans les cybercafés, une partie des gens discutent, une autre partie des gens jouent en réseau, et tous ceux qui restent sont là pour insulter des gens, oui ou non? Leur niveau culturel est bas, ils n'ont même pas le brevet. » (Wu, H, 28 ans, benke, commercial dans un hôtel, plus de 1000 €/mois, 17/10/2006).

Dans ce discours, c'est l'existence même d'espaces d'expression ouverts à tous qui semble menacée par les comportements des internautes les moins éduqués et donc les moins « responsables ». Cette dernière citation est celle d'un répondant qui ne critique pas du tout le discours officiel. Cependant cette manière de concevoir l'ordre public en ligne est partagée par la majorité des répondants, y compris par quelqu'un de relativement critique comme Zhang.

« [Il y a dix ans] sur Internet il n'y avait personne, il n'y avait pas ce, enfin les gens trop ordinaires, parce qu'ils ne pouvaient pas supporter le coût d'Internet et les dépenses sociales. A ce moment-là je trouvais que les gens discutaient de manière assez pure, parce qu'il y avait peu de gens, peut-être qu'il n'y avait pas le genre de tromperie dont tu parles. » (Zhang, H, 26 ans, benke, décorateur, env. 400 €/mois, 05 novembre 2006).

Somme toute cela suggère, de manière assez iconoclaste, que certains internautes chinois défendent eux-mêmes, ou du moins appliquent, une certaine limitation de leur liberté d'expression en ligne. Ils opèrent ainsi une sorte de « cadrage », qui consiste à circonscrire la parole dans les limites qu'ils jugent indispensables au maintien de l'ordre public en ligne. Ils s'alignent en cela avec le discours officiel qui les met en garde sans cesse contre les dangers d'un Internet non contrôlé. D'un côté il est possible d'y voir un réflexe de protection destiné à garantir la pérennité des espaces d'expression qui leur sont devenus très précieux. D'un autre côté il est remarquable que les principes de justification retenus entérinent la conception d'une société très hiérarchisée et conflictuelle. Dès lors le contrôle social et l'autocensure peuvent s'analyser comme des éléments de la stratégie de distinction des internautes dont beaucoup se conçoivent comme des membres de la « classe moyenne ».

Rôles, scènes et transcriptions cachées

Il faut néanmoins envisager le cadrage de la prise de parole de manière nuancée. Comme le montre Ferrié dans le cas de l’Égypte⁷¹, on peut considérer ces normes de prise de parole (la "civilité") comme des *conventions*, des manières de se comporter *en public* et qui permettent aux interactions de se dérouler sereinement. Cela n’implique pas nécessairement l’adoption des mêmes normes dans d’autres situations. Les internautes peuvent adopter des opinions très contestataires dans certaines circonstances, du moment qu’ils les expriment par des moyens et sur des plates-formes adaptées. La critique n’est donc pas supprimée mais renvoyée vers des espaces considérés comme privés, soit qu’ils aient une audience plus réduite, soit qu’ils aient un statut moins officiel.

Ici les métaphores théâtrales proposées par Goffman⁷² peuvent être utiles pour saisir les nuances qu’implique cette dimension de prise de parole *publique*. Goffman suggère en effet qu’il y a une dimension dramaturgique dans les interactions entre les individus. Ils jouent des rôles, ils adoptent des façades⁷³ et travaillent l’image qu’ils veulent renvoyer. Ces rôles peuvent changer en fonction des scènes où les individus se trouvent, de la nature de leurs interlocuteurs et du type de relations qui les lient. Cela suggère qu’en prenant la parole sur un espace en ligne, les internautes y jouent le rôle qui leur semble le plus correct par rapport à la situation. C’est exactement le vocabulaire utilisé par le jeune homme ci-dessous.

« Internet est comme une scène. - Une scène? - Oui, c’est comme une scène, les gens jouent des rôles différents, un peu comme dans une série télé, ou une pièce de théâtre. Que tu dises que c’est vrai ou faux, ce n’est que la véritable réaction psychologique et l’expression de quelqu’un à un moment et dans un contexte donné. Ce n’est ni vrai ni faux » (Lin, H, 28 ans, zhuanke, coach sportif, entre 500 et 1000 €/mois, 24 octobre 2006).

Il y a en effet une dimension de représentation dans la manière dont les internautes justifient les limitations qu’ils s’imposent sur Internet. Il peut s’agir par exemple de s’exprimer « en tant que Chinois », ce qui revient, dans l’extrait suivant, à donner une image positive de son pays.

« Par exemple quand il y a des choses [contrariantes], bien sûr personnellement je pense que le gouvernement a un problème, et qu’il ne faut pas restreindre la liberté de quelqu’un. Mais quand je regarde les choses en tant que Chinois, j’espère que ce genre de choses n’arrivent pas trop souvent, je veux dire des choses pas très bonnes pour le pays. Il ne faut pas trop en faire car si tout le monde fait attention à cet aspect-là, je trouve que globalement ça ne peut pas avoir une très bonne influence » (Cai, F, 30 ans, secrétaire dans une usine, 450 €/mois, 25 juillet 2007.).

Comme le montre cet extrait, il ne faut pas exclure l’hypothèse que les internautes entretiennent une certaine distance par rapport aux rôles qu’ils jouent sur les différentes plates-formes. Si les internautes chinois s’interdisent de parler de sujets trop sensibles sur les plates-formes les plus publiques en ligne, ils ne s’en désintéressent pas pour autant. En fait ils renvoient ces discussions vers des espaces qui leur semblent plus privés et sur lesquels s’appliquent des règles d’expression plus lâches. Ces réflexions éclairent le questionnement initial sur l’apathie supposée des internautes chinois. Comme dans le cas des associations américaines observées par Eliasoph⁷⁴, l’absence relative des questions politiques dans les discussions publiques ne recouvre pas toujours une véritable indifférence. Elle relèverait plutôt d’un code de conduite en public, d’une manière de « jouer le jeu », qui dévalorise le conflit et la critique publics.

Or les normes qui s’imposent peuvent considérablement varier en fonction du type de « scène » concerné et de la « position »⁷⁵ ou du statut des personnes impliquées dans l’interaction. Le web n’est jamais considéré comme un espace unique au sein duquel s’appliqueraient toujours les mêmes

⁷¹ Jean-Noël Ferrié, *Le régime de la civilité en Égypte : public et réislamisation*, Paris, CNRS éd., 2004.

⁷² Erving Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne*, Paris, Minuit, 1973.

⁷³ Ou des « faces »: Goffman reprend explicitement cette notion souvent utilisée en Chine.

⁷⁴ Nina Eliasoph, *Avoiding politics : how Americans produce apathy in everyday life*, Cambridge, Cambridge university press, 1998.

⁷⁵ Erving Goffman, *Façons de parler*. notamment le chapitre intitulé « La conférence », p. 167s.

normes de comportement. Il est composé, certes, des grands portails, qui font figure de vitrines relativement contrôlées, mais aussi d'une kyrielle de blogs, et de fils de discussion dont beaucoup sont considérés par leurs usagers comme des espaces personnels et a fortiori privés en dépit de leur visibilité théorique. Ceux-ci ne s'adressent pas nécessairement au grand public mais plus souvent aux amis ou aux connaissances.

« En général les petits forums sont assez lâches. On s'en sert surtout pour discuter avec des amis. Il peut y avoir dix à vingt personnes, toujours les mêmes. Par contre sur les forums plus commerciaux, tout est très standardisé, les gens vont tous sur les plus grandes sections. - Qu'est-ce que tu veux dire par standardisé? - Standardisé, ça veut dire que c'est des forums plus grands. Ils sont plus contrôlés, plus spécialisés. C'est moins personnel. » (Zhang, H, 26 ans, benke, décorateur, env. 4000 RMB/mois, 05 novembre 2006)

Dans ces niches circule souvent une information beaucoup moins contrôlée, tant par les autorités que par les internautes eux-mêmes. De ce point de vue, l'ambiguïté de nombreuses pages web laisse la place à une extraordinaire circulation d'informations, et la majorité des internautes interrogés s'en félicitent.

« Donc on étouffe souvent des informations, et puis, la même information ne sera pas traitée depuis la même position. On regarde les choses sous un certain angle, on les analyse sous un certain angle. C'est l'intérêt national qui compte le plus. Mais sur Internet, il y a beaucoup d'autres informations, qui viennent du portail de Sina, ou bien de n'importe quel blog ou revue, ça permet d'entendre un autre son de cloche » (Xu, H, 33 ans, ouvrier dans le bâtiment, 200 €/mois, 24 juillet 2007).

De plus il est possible de montrer que même dans les formes de prise de parole les plus publiques, le cadrage peut fournir des ressources nécessaires à l'élaboration de stratégies de publication d'idées contestataires. En effet, les mêmes repères qui sont utilisés par les uns pour savoir quelles limites se donner, le sont par d'autres pour contourner la censure de manière tout à fait stratégique. Il faut prendre en compte la part « tactique » du respect des normes sociales⁷⁶. Par exemple, lorsqu'ils ont un message sensible à poster, les internautes choisissent des espaces plus restreints ou des formulations ambiguës. Zhang, qui a eu l'occasion de défendre une cause qui le concernait personnellement, raconte ainsi sa stratégie.

« Tout dépend de comment on présente ses commentaires et tout dépend du sujet. Selon le niveau de liberté du sujet, on choisit la manière de le dire et aussi l'endroit » (Zhang, H, 26 ans, benke, décorateur, env. 400 €/mois, 05 novembre 2006).

Ces stratégies sont largement utilisées par des internautes qui se livrent à de nombreuses formes de contournement des normes d'expression en public. L'humour, l'ironie, les jeux de mots, l'allusion sont autant de « transcriptions cachées »⁷⁷ qui permettent d'échapper au contrôle des autorités et à la réprobation des autres internautes.

« Les gens en parlent beaucoup [de politique]? - Oui, beaucoup. Mais ils en parlent indirectement. - Tu as un exemple? - (rire) Euh... (se racle la gorge). C'est difficile. Par exemple dans chaque pays on fait des blagues sur ses propres dirigeants » (Ren, H, 25 ans, benke, employé en marketing, plus de 1000 €/mois, 01 août 2006)

D'autre part, les contenus satiriques sous forme de bandes dessinées et de vidéos franchissent les barrières de la censure et de l'autocensure grâce à leur positionnement informel. On invente dans ces clips vidéos des mascottes aux noms graveleux comme Caonima, le « cheval de l'herbe et de la boue », qui se prononce comme « nique ta mère ». Ces formats sont techniquement difficiles à déceler et à interpréter, et donc à censurer.

⁷⁶ Michel de Certeau, *L'invention du quotidien*, Paris, Gallimard, 1990.

⁷⁷ James Scott, *Domination and the arts of resistance : hidden transcripts*, New Haven, Yale university press, 1990.

Comme le soulignent Esarey et Xiao, ces tactiques sont un moyen de « parler vrai », entre soi et aussi devant les autorités⁷⁸. De plus, le ton provocateur de ces contenus satiriques, de plus en plus virulent, semble montrer que l'acceptabilité de la censure est en déclin. Cela n'est pas forcément contradictoire cependant avec les dimensions du cadrage de la prise de parole décrites précédemment. En effet, les internautes chinois tournent en dérision la censure en montrant son caractère archaïque, et en soulignant à quel point elle entrave les activités ordinaires des citoyens chinois modernes, même lorsqu'ils cherchent avant tout à se divertir. La censure est d'autant plus mal vécue qu'elle revient au fond à nier leur capacité à se montrer « responsables » en exerçant eux-mêmes une certaine régulation de la parole publique⁷⁹.

Cela souligne le fait que le « cadrage », qui contribue souvent à circonscrire la prise de parole des internautes, peut à l'occasion se muer en ressource rhétorique pour légitimer le dépassement des limites prévues par les autorités.

Luttes de représentations

Il est important à cet égard de souligner le fait que les cadres normatifs sont aisément flous, changeants, sujets à des malentendus et à des négociations permanentes. En dépit d'un apparent consensus sur la nécessaire modernisation du pays, de nombreuses polémiques naissent chaque jour autour de la signification de cette modernisation et de ses implications dans la vie quotidienne. Lorsqu'un problème survient, chaque protagoniste peut proposer une interprétation des normes et de leur signification, et tenter de la faire admettre par d'autres pour obtenir gain de cause. C'est ainsi que l'on peut saisir une partie des mobilisations en ligne comme des luttes de représentations au cours desquelles différents acteurs se livrent à de véritables tactiques de mise en récit.

Dans ce contexte le discours officiel, dans lequel le gouvernement défend des valeurs telles que la transparence, l'honnêteté, ou la bonne gestion des ressources publiques, fournit des arguments sur lesquels les internautes peuvent s'appuyer pour rendre publiques des doléances. Toute nouvelle doctrine officielle devient alors une nouvelle opportunité dont ne manqueront pas de se saisir certains internautes. Les autorités se sont trouvées à plusieurs reprises piégées par ces discours qu'elles ont elles-mêmes développés⁸⁰.

Zhang m'a donné l'occasion de saisir plus précisément cette dimension. Il possède un labrador, en situation d'illégalité à cause d'un règlement municipal interdisant les chiens de plus de 35 cm en centre-ville. Il a décidé d'utiliser Internet pour faire connaître sa situation et plaider la cause des chiens auprès de l'opinion publique. Pour cela, il s'est attaché à présenter son message de la manière la plus consensuelle possible, en jouant sur différentes significations de la notion d'intérêt public.

« D'abord il ne faut pas faire de concurrence à la politique du gouvernement, non. Ce qu'il faut faire, c'est dire aux gens ordinaires autour de nous [...] pourquoi nous pensons qu'élever un chien ne peut pas déranger la vie des gens, et pourquoi nous pensons que même pour des choses comme la rage, la question du contrôle ne repose pas sur les chiens, cela devrait reposer sur les gens, et pourquoi nous pensons que ce qu'on dit sur les chiens par rapport à la pollution, en fait c'est un problème de gestion de la ville, pas un problème de chiens. Quand j'ai dit ça, j'ai dit en gros, que nous pouvons en discuter avec nos amis, nos voisins, et que nous pouvons leur dire que les gens qui élèvent des chiens ont des règles, et qu'on ne toucherait pas à l'intérêt public. » (Zhang, H, 26 ans, benke, décorateur, env. 400 €/mois, 05 novembre 2006).

⁷⁸ Ashley Esarey et Xiao Qiang, *op.cit.*

⁷⁹ Séverine Arsène, « La satire, ou la ringardisation de la censure sur le web chinois, » Le Kiosque, 2010, <http://www.ceri-sciences-po.org/cerifr/kiosque.php>.

⁸⁰ Ce phénomène a notamment été identifié par Jason M. K. Lyall, « Pocket Protests: Rhetorical Coercion and the Micropolitics of Collective Action in Semiauthoritarian Regimes », *World Politics*, 58(3), 2006, p.378-412.

En mentionnant sa volonté de préserver l'intérêt public, cet internaute procède en fait à une opération de cadrage, en formulant son problème dans le vocabulaire des autorités, pour donner des chances à son discours d'être à la fois entendu par les autres internautes et autorisé par les censeurs.

Cette marge d'interprétation du discours officiel donne même lieu à des négociations avec les personnes chargées de la censure. En effet, la loi obligeant les hébergeurs de blogs et de forums à prendre la responsabilité des contenus publiés, ceux-ci affectent des salariés à la surveillance des publications, et c'est à leur niveau que s'effectue la plus grande partie de la censure. Zhang peut donc discuter avec eux de l'interprétation à donner à ces règles.

« En plus, comme je passe beaucoup de temps sur Internet, et que je vais beaucoup sur des forums, je connais beaucoup d'amis en ligne. Donc très souvent les modérateurs sont obligés de réfléchir aux points de vue personnels et collectifs, pour eux c'est une sorte de pression [...]. Les gens comme nous sont souvent, sont sûrement la cheville ouvrière des activités d'un forum, donc le plus souvent on prête attention à nos avis, et puis si ça n'implique pas des politiques, si ça n'implique pas de départements du gouvernement, si c'est seulement des activités du forum, on peut dire tout d'abord 'je n'ai rien fait de violent, je n'ai rien dit de violent'. Dans ces conditions notre parole n'est en principe pas limitée, personne ne nous limite de manière inflexible, en principe non. »

Cette démarche de négociation est réfléchie et elle repose sur une analyse très froide de l'agenda des autorités et des techniques de propagande utilisées pour l'imposer.

« Il y a encore des choses dont on peut discuter, [...] parce qu'en fait ce contrôle dépend des moments. Il y a une certaine coordination avec le gouvernement. Quand on ne se coordonne pas avec le gouvernement, prenons un exemple, aujourd'hui avoir un chien à Pékin est devenu très compliqué. En ce moment le gouvernement ne laisse pas passer dans la presse tous les reportages qui parlent des avantages des animaux domestiques, comme l'idée que les chiens sont nos amis, et tous les articles qui traitent de ce type de questions. Pourquoi? Parce qu'en ce moment ils veulent que tout le monde comprenne le problème de la rage ».

Comme il le souligne, la notion de moment est très importante. Dans la perspective des Jeux Olympiques de 2008, la question des chiens a pris une dimension particulière: pour les autorités, il s'agissait d'éradiquer les chiens susceptibles de répandre la rage, ce qui s'est soldé par l'euthanasie de dizaines de milliers de chiens dits "errants". Il fallait cependant éviter de susciter l'indignation des citoyens concernés par la cause des animaux domestiques, qui avaient déjà organisé des manifestations en novembre 2006. Ce moment très particulier ouvre une fenêtre d'opportunité qui permet de discuter plus ouvertement de ce sujet en exploitant les contradictions de cette politique avec la promesse d'un style de vie « moderne ».

Cette citation met également en évidence l'importance du rôle de la presse dans l'évaluation de la situation par les internautes. Celle-ci sert généralement de courroie de transmission pour faire connaître les orientations de la politique officielle à la population, ce qui donne à tous des indications sur la sensibilité d'un sujet à un moment donné.

Cependant la presse est également en position ambivalente. Comme semblent l'indiquer les négociations de Zhang avec les modérateurs, l'enjeu pour les éditeurs du site concerné est de retenir les internautes qui participent le plus car les contenus qu'ils produisent attirent du trafic. De même, la presse papier est incitée à améliorer sa rentabilité en attirant de nouveaux lecteurs, ce qui la pousse à traiter des sujets de plus en plus sensibles. Dans ce contexte, l'afflux de conversations en ligne donne aux journalistes l'opportunité de publier des sujets impubliables autrement, dans la mesure où il empêche les autorités d'étouffer ces affaires⁸¹. Ainsi les internautes, les journalistes et

⁸¹ Johan Lagerkvist, « In the crossfire of demands. Chinese news portals between propaganda and the public », in Jens Damm et Simona Thomas, *Chinese cyberspaces: technological changes and political effects*, Londres, Routledge, 2006, p. 42-63; Lee Chin-Chuan, *Power, money, and media : communication patterns and bureaucratic control in cultural China*, Evanston, Northwestern University Press, 2000.

les autorités (et d'autres encore) s'envoient-ils des signaux réciproques qui contribuent à faire évoluer le cadrage de la prise de parole pour les uns comme pour les autres. Cette réciprocité fonctionne comme une chambre d'écho, et a un effet d'amplification de certaines thématiques qui conduit parfois à de véritables mobilisations en ligne, souvent de manière relativement inattendue.

Cependant, il ne faut pas oublier que le même phénomène crée, réciproquement, une « spirale du silence »⁸² qui fait qu'un sujet, peu relayé, sera très rapidement noyé parmi les autres ou renvoyé vers des espaces peu consultés⁸³. Le cadrage qui y conduit comporte de nombreuses dimensions. Les directives du Parti à l'échelle nationale ou locale ont un effet relativement structurant qui empêche les sujets les plus sensibles d'être relayés. D'autre part la commercialisation croissante des titres de presse les conduit à s'orienter de plus en plus souvent vers des sujets intéressant les publics les plus solvables⁸⁴. De manière complémentaire, le fait que les classes sociales les plus favorisées soient les mieux représentées parmi les internautes chinois induit un contrôle social qui désavantage les prises de parole les plus marginales par rapport à l'image d'une société chinoise « moderne ». La stratification sociale, qui n'a jamais été aussi importante en Chine, s'avère ainsi une dimension cruciale dans la compréhension des mobilisations en ligne dans ce pays.

Conclusion

Parce qu'elle prend en compte les représentations et les motifs de la prise de parole en ligne, la notion de « cadrage » offre une clé de compréhension nouvelle des contraintes qui s'imposent aux internautes. En contexte autoritaire, cette notion n'évite pas la question de la censure, mais elle la situe au sein d'un mécanisme de contrôle social plus vaste. Cette approche suppose, à rebours des premiers travaux sur ce sujet, de concevoir une certaine participation des internautes au fonctionnement de la contrainte, en envisageant le pouvoir de manière relationnelle. Cela permet d'une part de relativiser l'efficacité de la surveillance étatique proprement dite, en montrant l'existence d'espaces et de formes d'expression où des discours critiques peuvent se tenir, et de comprendre l'émergence des mobilisations de manière dynamique, en montrant que les normes définissant ce qui se dit et ce qui ne se dit pas sont parfois floues, susceptibles de changer, et a fortiori d'être l'objet de luttes de représentations.

En Chine, l'idée de « modernité » cristallise une bonne part de ces luttes de représentations. Cette idée, telle qu'elle est présentée dans la doctrine du Parti, représente une forme de compromis au nom duquel la population est invitée à ne pas remettre en question publiquement le régime politique, en échange d'une stabilité favorable au développement économique du pays.

L'enjeu pour le gouvernement est au fond de montrer qu'il peut tenir ses promesses en étant garant non seulement de l'amélioration du niveau de vie, mais aussi de l'accession à un style de vie considéré comme « moderne ». Il ne s'agit donc pas seulement de maintenir un niveau de croissance à deux chiffres, même si c'est important, mais aussi de proposer une mise en récit sans cesse renouvelée de ce que doit représenter ce style de vie « moderne » au quotidien, et d'afficher des politiques publiques en cohérence avec ce discours.

L'accès à Internet et la possibilité de s'y exprimer de manière ludique, créative et même critique, sont désormais des attributs essentiels de cette « modernité », à tel point que les critiques contre la « vieille » censure deviennent de plus en plus virulentes⁸⁵. Du même coup, ces espaces d'expression constituent autant de répertoires de protestation nouveaux qui s'ouvrent aux internautes chinois, dans un pays où les autres canaux d'expression publique restent quasiment inaccessibles. Cela

⁸² Elisabeth Noelle-Neumann, *The Spiral of silence : public opinion, our social skin*, Chicago, The University of Chicago Press, 1993.

⁸³ Ce qui n'empêche pas que des individus ou groupes exploitent ces espaces d'expression à l'audience restreinte à des fins militantes, comme le font de nombreuses associations. Cela ne relève plus tout à fait, cependant, de la formation d'une opinion publique.

⁸⁴ Zhao Yuezhi, *Communication in China : political economy, power, and conflict*, Lanham Rowman & Littlefield, 2008.

⁸⁵ Séverine Arsène, « La satire, ou la ringardisation de la censure sur le web chinois », *Le Kiosque*, 2010. <http://www.ceri-sciences-po.org/ceriffr/kiosque.php>.

représente une contrainte considérable pour les autorités qui doivent désormais tenir compte de ces protestations. D'une certaine façon, la tolérance des autorités envers cette ouverture relative de la liberté d'expression est la condition même du maintien de leur propre légitimité⁸⁶.

Cette ouverture de la liberté d'expression comporte néanmoins des limites, qui ne sont pas seulement imposées par les autorités mais aussi, dans une certaine mesure, par les internautes eux-mêmes. Le discours sur la modernisation est indissociable d'un accroissement sans précédent de la stratification sociale en Chine⁸⁷. Or celle-ci engendre une peur de l'instabilité et du désordre qui joue un rôle déterminant dans le contrôle social exercé entre internautes. Pour le moment, je n'ai pu enquêter que sur une catégorie d'internautes dont les conditions de vie sont relativement confortables⁸⁸. Pour eux, ces trente dernières années ont apporté des améliorations réelles mais non moins fragiles. Tous mentionnent la peur de se laisser distancer dans un système extrêmement concurrentiel et dont les systèmes d'assurance sociale sont indigents. Aussi le soin que prennent ces enquêtés à se démarquer des autres groupes (ruraux, migrants, gens moins éduqués etc.) est-il patent. Cela se traduit par la marginalisation de certaines thématiques ou la délégitimation de certaines modalités de prise de parole, en particulier les plus critiques envers le régime. En d'autres termes, les internautes eux-mêmes ne sont pas toujours les plus fervents défenseurs de la liberté d'expression pour tous.

Il n'est donc pas suffisant de soulever la question de la « fracture numérique » sous l'angle de l'accès à Internet, mais il faut surtout pouvoir saisir la capacité des différents groupes à construire des publics concernés autour de leurs causes. Les différentes catégories de population ne sont pas égales devant ces enjeux, que ce soit en termes de compétences techniques, de capital culturel, de ressources rhétoriques ou même d'opportunités politiques. Il semblerait donc que pour l'instant, en Chine, les plus grandes marges de manœuvre soient entre les mains des catégories les plus favorisées, qui sont également les plus susceptibles de soutenir l'idée de la stabilité politique⁸⁹.

Par conséquent, les prises de position les plus dissidentes ne sont pas nécessairement les plus dangereuses à court terme du point de vue du régime politique, car elles sont généralement écartées d'emblée par la censure ou par les effets du cadrage de l'expression publique. De manière générale, cette logique laisse peu de place au pluralisme. En revanche, les sujets qui préoccupent les catégories d'internautes les plus nombreuses et les plus influentes peuvent être une véritable source de remise en question du régime, dans la mesure où ils érodent la crédibilité du pacte tacite sur lequel repose l'adhésion de ces catégories. L'accès au logement, l'emploi des jeunes diplômés ou encore, de manière croissante, les questions environnementales font partie des sujets qui mettent particulièrement en évidence les contradictions du discours sur la modernisation du pays.

On voit ici toute la fragilité d'un équilibre qui repose sur des piliers aussi mouvants que la crédibilité des discours sur la modernisation, ou la perception des risques de l'instabilité politique par des catégories d'acteurs très diverses et en interaction les unes avec les autres. La vitesse avec laquelle des scandales peuvent émerger sur Internet laisse penser que les différents éléments de ce cadrage peuvent changer en très peu de temps, et avec eux les calculs des acteurs.

⁸⁶ Pour faire un parallèle avec les cas égyptien et tunisien, on peut même se demander dans quelle mesure la coupure totale des réseaux de télécommunication n'a pas précipité la population dans la rue pour cette même raison.

⁸⁷ En effet, l'encouragement à l'enrichissement individuel est le pendant du démantèlement progressif de la plupart des institutions qui prenaient en charge les individus (dont l'unité de travail). Surtout, le maintien du *hukou*, document d'identité qui rattache chaque citoyen à une localité, entretient une inégalité de fait entre les citoyens urbains et ruraux et prive les travailleurs migrants de nombreux droits. La doctrine qui justifiait la montée des inégalités par le fait que « certains devaient s'enrichir les premiers » est désormais contrebalancée par les nouveaux slogans du Parti sur la nécessité de construire une « société harmonieuse », preuve que les inégalités deviennent préoccupantes même au plus haut niveau.

⁸⁸ Il faudrait néanmoins reproduire cette enquête dans d'autres groupes afin de confronter leurs points de vue et d'apporter de plus amples éclairages sur le cadrage de la prise de parole dans d'autres milieux.

⁸⁹ On peut également envisager de la même manière d'autres sources de clivages comme les conflits générationnels, en particulier dans les pays ayant connu une transition démographique récente.

Ces remarques viennent étayer l'idée que l'essentiel ne se trouve ni dans des explications culturalistes ni un quelconque déterminisme technique. Il ne s'agit pas de nier les propriétés matérielles des forums et des blogs, qui, entre autres, ont permis aux internautes de s'approprier de nouveaux répertoires de protestation, ont accéléré le processus de formation des mobilisations et leur ont de surcroît donné une audience nationale. Cependant ces dimensions ne peuvent pas dispenser d'analyser le contexte politique dans les sociétés en question, c'est à dire, en somme, de recourir aux outils classiques de la sociologie politique.